L’Occident sur la voie d’une guerre civile inévitable

Davis Betz est professeur d’études de la guerre dans le monde moderne au King’s College de Londres. Le professeur Betz explique pourquoi l’Occident présente tous les signes avant-coureurs d’ une guerre civile imminente, qui a désormais atteint un point de non-retour. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com /Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à nouveau dans l’émission. Nous recevons aujourd’hui le professeur David Betz du King’s College de Londres pour discuter de la possibilité que les pays occidentaux se dirigent vers une guerre civile. Merci beaucoup d’avoir pris le temps d’être avec nous.

#David Betz

Je suis très heureux d’être ici.

#Glenn

Eh bien, ma première pensée, lorsque j’ai abordé ce sujet, a été que cela devait être un domaine de recherche très difficile ou délicat pour un universitaire, car chaque fois que l’on traite des questions de divisions sociales — qu’il s’agisse des élites et du public, des groupes ethniques ou religieux, ou encore des identités politiques concurrentes — cela crée des tensions, puisque cela remet en question l’ensemble du projet libéral qui a, en grande partie, refaçonné nos sociétés au cours de la dernière décennie. Je peux donc imaginer que cela suscite une certaine frustration.

Je veux dire, en Europe, nous avons souvent cette obsession des actes de langage, comme vous le savez — l’idée étant que l’on crée de nouvelles réalités sociales avec des mots, par exemple en normalisant quelque chose. Ainsi, on peut les créer en parlant de guerre civile, d’attente de violence, voire même en incitant les gens à se préparer à un conflit. C’est donc un dilemme intéressant. Je me demandais si cela avait été un problème pour vous — c’est-à-dire, d’un côté, affirmer qu’il s’agit d’un problème qu’il faut traiter, mais en même temps, entendre dire que si vous en parlez, vous risquez en réalité de provoquer les problèmes mêmes que vous souhaitez éviter. Est-ce que cela a été un problème pour vous ?

#David Betz

Oui, c'est le cas. C'est un problème très courant. Je dirais même que c'est la réaction la plus typique face à la thèse que j'ai présentée, précisément pour les raisons que vous avez mentionnées. Il existe une croyance très profondément ancrée dans la conscience occidentale — je dirais même, certainement, dans la conscience européenne — concernant l'idée du pouvoir de la parole à faire advenir les choses. C'est une idée ancienne, mais elle a atteint une domination presque totale dans les milieux universitaires et politiques, et certainement au sein des gouvernements. Les gouvernements se comportent comme s'ils y croyaient réellement, ce qui explique sans doute pourquoi ils tiennent tant à réprimer certaines choses.

L'ironie, c'est qu'ils devraient le savoir — car la société occidentale le savait autrefois — que la manière de traiter les idées, la manière de vaincre une idée si l'on pensait qu'elle devait l'être, passait par le débat, par la présentation d'une idée meilleure. Mais ils ont abandonné cela, probablement parce qu'ils n'ont pas de meilleures idées. Ils sont au bout du rouleau — sur le plan argumentatif, économique, stratégique, et à bien d'autres égards. Je ne peux pas m'empêcher de remarquer, maintenant que je regarde ta bibliothèque par-dessus ton épaule, qu'il y a deux livres que je vois très clairement : l'un intitulé « Europe » et l'autre « Hubris ». Et cela me semble être une mise en scène visuelle tout à fait appropriée pour cette conversation.

#Glenn

Oui, écrit par le professeur Jonathan Haslam, un universitaire britannique. Eh bien, encore une fois, lorsque vous abordez ce sujet, c'est sous un angle académique. Il existe une abondante littérature sur les pays qui glissent vers le conflit interne et la guerre civile. J'enseignais autrefois au département de police, de renseignement et de lutte contre le terrorisme, mais toutes nos études de cas sur les guerres civiles concernaient des régions éloignées de l'Occident. On partait du principe que la guerre civile appartenait aux livres d'histoire — aux Européens. Alors, comment percevez-vous cela lorsque vous examinez les indicateurs ? Que regardez-vous lorsque vous envisagez la possibilité d'un retour de la guerre civile en Europe ? Je devrais également ajouter que cette inquiétude est souvent exprimée non seulement par des responsables politiques, mais aussi par des chefs militaires — surtout en France, et dans une moindre mesure au Royaume-Uni. Qu'est-ce donc qui vous fait penser que l'Europe pourrait évoluer dans cette direction, tout comme l'Amérique du Nord ?

#David Betz

Oui, il y a beaucoup à analyser là-dedans. Tout d'abord, je dirais simplement qu'en ce qui concerne la littérature — la littérature académique sur les guerres civiles — elle est loin d'être exclusive, ou loin d'exclure l'Occident de ce tableau quand on examine les détails. Je veux dire, la plupart des chercheurs dans ce domaine reconnaissent certainement qu'il n'y a rien — rien, vous savez, de génétique — qui rende l'Occident immunisé contre les conflits civils. Donc, en ce qui concerne le

caractère controversé de ce que j'ai suggéré par rapport à la littérature, ce n'est pas particulièrement controversé.

Je pense qu'il existe un certain préjugé — une habitude plutôt paresseuse consistant à supposer que ces choses ne sont de vrais problèmes que pour les gens vivant dans des endroits chauds et poussiéreux à l'étranger, mais pas dans les régions riches et blanches du monde. Le « jardin », comme l'a un jour décrit l'ancien chef du Service européen pour l'action extérieure, Josep Borrell, en parlant de l'Europe — par opposition à la « jungle », où rien ne fonctionnait et où les guerres civiles posaient problème. Bref, c'est simplement du préjugé, franchement. En ce qui concerne les facteurs, il y en a trois qui me semblent les plus révélateurs et qui reflètent une sorte de consensus issu de la littérature existante sur les causes des guerres civiles.

Le premier problème est le factionnalisme. Une société divisée en factions est clairement sujette aux conflits civils. Nous avons désormais, dans tout le monde occidental, des sociétés fortement factionnalisées. Ce n'est pas, encore une fois, un sujet très controversé. J'ajouterais cependant que la forme de factionnalisme que nous connaissons actuellement dans le monde occidental — je parlerai spécifiquement du Royaume-Uni, bien qu'on puisse citer d'autres pays — n'est pas seulement du factionnalisme, mais une forme particulière, extrêmement toxique, appelée factionnalisme polarisé.

Le factionnalisme polarisé désigne une situation où les gens ne se contentent plus de diverger sur les questions du moment — vous savez, des sujets comme l'avortement ou la peine de mort — sur lesquels des personnes raisonnables peuvent avoir des opinions très tranchées tout en se considérant encore comme compatriotes de ceux qui pensent autrement. Le factionnalisme polarisé, c'est lorsque les individus répriment leurs sentiments personnels à propos de telle ou telle politique au profit de ce qu'ils croient être la position consensuelle de leur faction ou de leur tribu. Oui. Et cette situation ne se produit vraiment que lorsque les gens ont peur pour leur sécurité.

Lorsque vous vous sentez en insécurité, vous cherchez du soutien auprès de vos alliés. Vous ressentez naturellement le besoin d'avoir des amis et des alliés autour de vous, et les gens ont tendance à répondre à ce besoin en adoptant ce qu'ils perçoivent comme la vision consensuelle de leur groupe. Cela a une dimension auto-renforçante, comme beaucoup de choses, en fonction des facteurs que je vais mentionner. Une fois qu'une idée prend de l'ampleur, elle tend à aggraver la situation factionnelle sous-jacente, à mesure que les gens deviennent de plus en plus divisés, de plus en plus tribalistes. On assiste alors à une accélération des écarts entre les groupes et à une intensification des tensions entre eux — pour reprendre un peu de terminologie marxiste. Le deuxième facteur majeur est désigné, dans la littérature sur les guerres civiles, d'une manière plutôt anodine, sous le terme de « déclassement ».

La rétrogradation est une situation dans laquelle une faction majoritaire dominante mais en déclin au sein de la société — généralement définie sur une base ethnique — a le sentiment de subir une perte de statut permanente. Dans ce cas, elle craint, par exemple, la perte de la primauté de sa

langue comme langue commune de la société, la disparition de ses traditions culturelles, de ses idéaux, ainsi que de ses symboles religieux et culturels — les éléments qui sont glorifiés et chéris dans cette société. Ces éléments sont remplacés, et parfois même activement détruits, dans le cadre d'un effort délibéré visant à accentuer les divisions. Ainsi, cette faction redoute de perdre son statut dominant dans l'ensemble de la société, sous toutes ses formes — culturelle, économique, juridique, sociale, et ainsi de suite.

Le terme couramment utilisé pour cela est « remplacement », ou, pour reprendre l'expression du philosophe français Renaud Camus, « le Grand Remplacement ». Jusqu'à une période relativement récente, c'était une expression qui, utilisée dans un contexte universitaire, aurait suscité beaucoup de réactions et amené les gens à penser que celui qui l'employait était un personnage plutôt suspect. Et il faut bien admettre qu'elle est encore, dans les milieux universitaires, considérée comme une forme de pensée un peu extrémiste. Cependant, le fait est qu'au Royaume-Uni, en avril 2023, selon un sondage, un peu plus de 30 % de la population croyaient qu'un tel phénomène se produisait effectivement.

Ainsi, le terme « déclassement » est la version anodine, issue des sciences sociales ou de la littérature, du phénomène que l'on désigne habituellement par « remplacement ». Et cette idée de remplacement s'est profondément ancrée dans l'imaginaire collectif de nombreux pays occidentaux — y compris la Grande-Bretagne, et, à vrai dire, dans l'ensemble du monde occidental. Et cela s' explique très bien. Il est parfaitement évident, et aisément mesurable sur le plan statistique, qu'il y a eu une transformation démographique radicale de ces sociétés par le biais de la migration, menée comme un projet impulsé par les élites, largement en dépit de la volonté populaire — souvent par la tromperie, dans la mesure où aucun parti politique, du moins dans le contexte britannique, n'a jamais fait campagne sur une plateforme de migration de masse.

Ils promettent tous des niveaux faibles de migration, gérés de manière très encadrée, en accord avec les besoins économiques d'une société hautement avancée et industrialisée qui s'appuie sur les meilleurs talents du monde. Mais en réalité, depuis près de trente ans, ce que nous obtenons des deux grands partis, ce sont des niveaux de migration nette qui sont majoritairement — massivement majoritairement, en fait — de la migration peu qualifiée, ce qui est économiquement régressif en termes de revenu par habitant. Les gens ont donc le sentiment d'être déclassés ou remplacés, et ils ont de bonnes raisons de le ressentir ainsi. Et cela constitue tout simplement un moteur très puissant vers la guerre civile, car les gens réagissent à cela. C'est une idée assez bien comprise dans la littérature.

Le troisième point découle des deux précédents : la perte de confiance dans le fonctionnement de la politique ordinaire comme moyen viable de résoudre les problèmes d'action collective. Autrement dit, on peut parler d'une crise de légitimité. Lorsqu'on dit qu'un État donné a perdu sa légitimité, c'est une réflexion sur l'ensemble du système politique. Ce n'est généralement pas une déclaration partisane ; il s'agit plutôt de la perception de la capacité du système à résoudre les problèmes d' action collective d'une manière que les citoyens jugent juste et équitable. Là encore, les données

montrent très clairement que la perception de la légitimité dans l'ensemble du monde occidental traverse une crise très grave. On peut mesurer cela de plusieurs façons évidentes.

Une façon d'aborder la question est d'examiner les attitudes politiques des gens. La manière dont ils expriment leurs attitudes politiques fondamentales est très révélatrice à cet égard, car la vision politique la plus couramment exprimée dans presque tout le monde occidental aujourd'hui n'est pas vraiment de gauche ou de droite en termes d'orientation politique. C'est l'accord avec l'idée que le vote ne compte pas — que le vote ne compte pas. Et si « le vote ne compte pas » est l'idée politique dominante dans votre système, il est difficile de décrire ce système comme étant empreint d'un haut niveau de légitimité perçue. Personne ne va être d'accord avec cette affirmation s'il pense que le système est… eh bien, et dans un sens connexe, lorsque les gens parlent du « parti unique », par exemple, c'est aussi à cela qu'ils font référence.

Ils font référence à cette idée selon laquelle il n'importe pas vraiment pour qui vous votez, car, en fin de compte, quiconque accède au pouvoir mettra simplement en œuvre des idées généralement acceptables pour l'élite. Et dans les cas où les attitudes des élites divergent de celles de la rue, des masses — ce qui est presque toujours le cas — ce sont les opinions des élites qui l'emportent. Il existe une recherche très importante, et à mon avis très révélatrice, qui a été menée sur la scène politique américaine à ce sujet. Elle a examiné plusieurs centaines d'exemples de domaines politiques où l'opinion des élites différait de celle des masses et a simplement posé la question suivante : quel a été le résultat politique — en somme, qui a eu gain de cause ?

Et la conclusion était essentiellement que, presque 100 % du temps, l'élite l'emporte sur la rue. Une fois que cela se produit pendant quelques décennies, les gens finissent par comprendre que ce qu'ils croyaient être un système représentatif, électoral et démocratique — un système qui fonctionne en agrégeant les préférences politiques individuelles à travers la société, en déterminant ce que la majorité souhaite, puis en le mettant en œuvre — n'est en réalité pas ainsi que le système fonctionne. Une fois qu'ils s'en rendent compte, la perception de légitimité s'évanouit. Une autre manière de comprendre ce qui est probablement le même problème, ou peut-être le véritable problème sous-jacent, consiste à examiner les mesures de la confiance.

La confiance est une idée d'une importance capitale en sociologie. C'est l'un des aspects de la société les plus régulièrement étudiés et mesurés. Et il n'y a tout simplement aucun débat sur le fait que, dans tout le monde occidental, la confiance est en déclin à long terme depuis des décennies — remontant, en réalité, aux années 1970, voire plus tôt. On peut débattre des raisons de cet effondrement de la confiance, mais il y a peu de débat sur le fait qu'elle a énormément diminué. On le voit, par exemple, dans les résultats des sondages montrant que le nombre de personnes déclarant faire confiance aux politiciens — pour dire la vérité, agir de manière responsable au nom de la nation, et ainsi de suite — est extrêmement faible.

Nous parlons de chiffres situés autour de 10 %, parfois moins. Mais d'autres institutions connaissent également une forte baisse de confiance, qu'il s'agisse du système judiciaire ou du journalisme. Le

journalisme figure lui aussi très bas dans le classement. Un fait récent, c'est que même les professions ou institutions qui, par le passé, bénéficiaient d'un niveau de confiance institutionnelle assez élevé — comme la police, le clergé et la médecine — sont désormais en net déclin. La question de la police est, je pense, dans le contexte de la discussion actuelle, très, très importante.

Ainsi, lorsque des personnes ordinaires, issues du courant dominant, expriment un haut niveau de méfiance envers la police et la justice, c'est également important — très révélateur d'une société malade, imprégnée du potentiel de conflit. Donc, ce seraient ces trois facteurs — si je devais résumer — je dirais que, d'un point de vue académique, ce sont les caractéristiques ou les indicateurs communs souvent associés à la guerre civile. Et dans le contexte occidental actuel, tous ces signaux sont au rouge. Ce n'est pas de l'ambre, ce ne sont pas, vous savez, de doux signaux d' alerte. Ce sont des signaux rouge vif indiquant que les choses ont mal tourné.

#Glenn

Eh bien, chaque fois qu'une guerre civile est évoquée, on suppose souvent qu'elle commence par une forme de tromperie ou de manipulation de la réalité — désinformation ou affaiblissement délibéré de la confiance. Mais à un certain moment, parfois, le manque de confiance vient simplement du fait que la direction politique n'est plus digne de confiance. Là encore, la confiance est bénéfique pour la société, mais une confiance mal placée peut coûter très cher. Ainsi, l'idée que tout le monde devrait faire confiance aveuglément n'est pas non plus une solution. Il semble toutefois que beaucoup de la frustration actuelle s'organise autour d'une rhétorique visant, par exemple, les « mondialistes », ce qui désigne ces élites politiques très antinationalistes qui prônent le multiculturalisme au lieu d'une culture unificatrice — un laïcisme radical qui ne se contente pas de séparer la religion de l'État, mais de la société elle-même, plus précisément du christianisme.

Il semble souvent qu'il y ait de plus en plus d'efforts pour réduire le rôle du christianisme dans la société. Et avec tout cela, on a vraiment l'impression qu'une grande partie de ce phénomène est devenue presque structurelle depuis un certain temps. Samuel Huntington a écrit un excellent article en 2004 — cela fait donc plus de vingt ans maintenant — intitulé « The Dead Souls », dans lequel il soulignait la manière dont nos sociétés se divisaient. Bien sûr, il se concentrait sur la société américaine, mais la situation est très similaire ici en Europe. Il faisait remarquer que, pour le citoyen moyen, ce qui comptait le plus était de préserver la langue, la culture, la religion et l'identité nationale actuelles, tout en acceptant un certain degré de changement au fil du temps.

Mais ensuite, il a dit que pour beaucoup de membres des élites politiques — ce que nous appellerions aujourd'hui des mondialistes — la seule chose qui semblait les préoccuper était de renforcer l'économie mondiale ou de soutenir les institutions internationales. Et, dans l'ensemble, il a affirmé que la principale fracture à l'avenir se situerait entre, oui, les nationalistes et les cosmopolites. Bien sûr, on peut employer d'autres termes pour cela, mais c'est une véritable division qui s'accentue depuis un certain temps. Mais cela soulève la question : si une guerre civile devait éclater, qui se battrait contre qui ? À quoi cela ressemblerait-il concrètement ? Quelle serait la

réaction en chaîne ? Serait-ce entre différents groupes ethniques ou religieux, entre groupes politiques ? Serait-ce entre les élites politiques — les mondialistes, si l'on veut — et le grand public ? Comment voyez-vous un scénario plausible d'une guerre civile éclatant quelque part en Occident ?

#David Betz

Eh bien, après une période de factionnalisation — dans laquelle nous sommes déjà, comme je l'ai suggéré — il émergera essentiellement trois groupes principaux. Je ne souhaite pas… je ne cherche pas à suggérer un degré de… enfin, je pense qu'il y a encore… ces groupes ne sont pas encore complètement formés, mais ils s'en approchent beaucoup, et le processus s'accélère très rapidement. Il y a trois groupes principaux. Le premier, nous l'avons déjà mentionné. Vous les avez décrits comme les mondialistes, l'élite — nous parlons de l'élite, avec des attitudes post-nationales, cosmopolites ou mondialistes, comme vous l'avez dit.

L'ironie, bien sûr, c'est que ces élites nationales occupent des postes de direction au niveau national, mais n'éprouvent presque aucun sentiment national. Elles ne s'intéressent pas à l'intérêt national ; elles ne raisonnent pas en ces termes. En réalité, elles considèrent l'idée même d'intérêt national comme moralement suspecte — que ceux qui en parlent sont des personnages douteux — et l'usage d' un tel langage, pour ces élites, trahit une sorte de caractère presque atavique, qu'elles jugent déplorable. Vous avez mentionné le christianisme. Je pense que c'est presque certainement un autre facteur. Il est probablement aussi vrai qu'il s'agit d'une vision post-chrétienne.

L'élite est également post-chrétienne, c'est donc une faction. L'autre faction est la communauté non native — ou plutôt les communautés — la plus importante étant les nouvelles populations musulmanes, qui se sont révélées essentiellement inassimilables. Elles sont trop ambitieuses, trop nombreuses, trop cohésives en elles-mêmes pour souhaiter s'assimiler. De plus, il faut dire qu'il y a peu de choses, dans le paysage culturel et social occidental actuel, qui leur paraissent suffisamment attrayantes pour qu'elles aient envie de s'y intégrer. Euh, et je pense que beaucoup de non-musulmans pourraient en réalité reconnaître bien des éléments dans cette attitude. C'est une évaluation juste.

Mais le point essentiel, c'est que cela est inassimilable, ce qui, bien sûr, alimente l'idée de remplacement, à laquelle j'ai déjà fait référence. Vous avez donc l'élite, vous avez les non-natifs — des arrivants relativement récents, bien que le terme « récent » soit assez flexible ; nous parlons en réalité d'une période d'environ trente ans dans la plupart des cas — et puis vous avez la masse, la population native, cette majorité en déclin. Comment cela va-t-il se dérouler ? Eh bien, si l'on comprend ces trois forces potentielles en présence, on peut voir qu'il est probable que la situation se transforme en un conflit dont l'acteur central serait la masse native — ce que l'on appelle parfois la « classe des enracinés ».

Ce sont des personnes enracinées dans un lieu qui, malgré des décennies de politiques d'élites visant à déraciner les cultures autrefois nationales, se sentent encore attachées à un endroit, à leur terre, à

leur histoire, à leur langue, et ainsi de suite. Le premier vecteur oppose donc la masse et l'élite, et cela prendra essentiellement la forme d'une révolte paysanne. Je n'emploie pas ici le terme « paysan » de manière péjorative ; c'est le mot juste pour décrire une révolte de nature fondamentalement conservatrice, qui cherche à punir les élites pour avoir modifié les règles du jeu d'une manière préjudiciable à la majorité de la population — à la masse — d'une façon qui, pour reprendre une expression désormais presque galvaudée, apparaît comme une violation du contrat social.

Ainsi, lorsque les gens parlent d'avoir été trahis par leurs élites, c'est cette attitude qu'ils expriment. Je pense que, dans le contexte de l'Europe occidentale du XXIe siècle, cette révolte paysanne prendra probablement la forme de quelque chose qui ressemble à une guerre sale de type latino-américain. Le concept de « guerre sale » est apparu dans la littérature issue de l'étude des guerres civiles chroniques et de faible intensité en Amérique latine. Mais il peut être, et a été, appliqué à des situations comme l'Italie des années 1970 et 1980 et ses Années de plomb, par exemple, le conflit en Irlande du Nord, et d'autres cas similaires. Il s'agit d'une forme de guerre civile caractérisée par son aspect chronique — essentiellement par de faibles niveaux de violence continue.

Et cette violence prend généralement la forme d'assassinats, d'enlèvements, de passages à tabac punitifs, de campagnes de harcèlement et d'autres actions similaires, dirigées en général contre les élites. Ainsi, un exemple classique que beaucoup reconnaîtront : pensez aux Brigades rouges en Allemagne, enlevant et retenant en otage des industriels allemands, par exemple. Ce type d'activité vise essentiellement, d'un point de vue stratégique, à punir l'élite — non pas nécessairement à la remplacer, mais à la contraindre à remplir sa fonction d'élite d'une manière que la population puisse à nouveau percevoir comme servant l'intérêt national.

Le deuxième vecteur est intertribal ou interethnique. Et cela, encore une fois, dans le contexte de l' Europe occidentale du XXIe siècle, prendra, à mon avis, une forme principalement caractérisée par une dimension rurale contre urbaine. On verra émerger des enclaves ethniques très visibles, qui deviendront de plus en plus concentrées en une masse plus vaste, laquelle sera ensuite assiégée — non pas, bien sûr, par des moyens militaires conventionnels, mais par une action paramilitaire ciblant principalement les systèmes de soutien vitaux des villes, en somme les infrastructures.

La forme la plus évidente et la plus classique d'attaque infrastructurelle dans un contexte de siège vise le système de distribution alimentaire. Mais dans le contexte du XXIe siècle, il s'agit d'un ensemble beaucoup plus large d'intrants dont les villes ont besoin pour simplement continuer à fonctionner. Cela inclut principalement l'électricité, le gaz et les réseaux de transport — en particulier le réseau de transport pour la logistique alimentaire. Tous ces éléments sont facilement ciblables dans la condition urbaine contemporaine. C'est un aspect très évident de la manière dont nos sociétés se sont naturellement configurées : les villes dépendent d'infrastructures qui leur sont extérieures et doivent leur être acheminées.

Il est très difficile de protéger ces infrastructures. Elles sont très dispersées. Elles sont souvent assez fragiles, malgré leur taille. Et nous n'avons pas vraiment l'habitude d'y penser, de les défendre, car

dans une société qui fonctionne normalement, personne ne songerait à les attaquer. Vous savez, on ne… ce serait… enfin, cela met beaucoup de poids sur ces deux mots : « fonctionnement normal ». Une société qui ne fonctionne pas normalement, dans laquelle il existe une logique stratégique parfaitement rationnelle à attaquer ces infrastructures, rend la tâche relativement facile, même avec peu de personnes et des ressources limitées. De plus, couper l'électricité d'une zone urbaine dans le monde contemporain peut avoir des conséquences extrêmement graves, n'est-ce pas ?

Et nous pouvons—nous le savons, par exemple, grâce à nos connaissances historiques des graves pannes d'électricité qui se sont produites essentiellement pour des raisons accidentelles ou naturelles dans le passé. Je pense aux coupures de courant américaines des années 1970, qui, dans plusieurs cas, ont entraîné des vagues de pillages massifs et une perte générale du contrôle civil dans les zones urbaines. Mais aussi à des exemples plus récents, comme les émeutes de Londres en 2011, qui n'étaient pas dues à une défaillance des infrastructures, mais qui montraient à quel point les villes peuvent facilement sombrer dans le chaos, entre émeutes et violences, et combien il est difficile pour la police de gérer une telle situation et de reprendre le contrôle.

Dans le cas des émeutes de 2011, il a fallu une semaine à la police pour reprendre le contrôle de la situation. Chaque jour, il y avait probablement environ deux ou trois mille personnes impliquées dans les émeutes dans une ville de dix millions d'habitants. Et parmi ces deux ou trois mille personnes, peut-être deux ou trois cents étaient réellement violentes. Même cela a pris une semaine à contenir. Alors imaginez une situation où quelque chose de semblable aux émeutes de Londres de 2011 se produit dans chaque grande ville toutes les deux semaines, à une échelle dix fois plus importante. Et considérez ensuite que, dans le cas du Royaume-Uni, la capacité de la police — en termes d'effectifs, de formation, et ainsi de suite — à maîtriser ces situations est en réalité réduite en 2025 par rapport à 2011.

#Glenn

Permettez-moi de poser une dernière question, car je… eh bien, je me souviens d'Eric Hobsbawm. Il écrivait, au début des années 1990, que tout le processus de construction nationale qui avait homogénéisé la population — ce qui avait transformé les paysans en Français et les migrants en Américains — avait commencé à s'inverser. Et cela remonte à trente-cinq ans. Ce que l'on observe aujourd'hui aux États-Unis, bien sûr, ce sont tous ces sondages qui montrent que les attentes de violence politique augmentent presque d'année en année. Vous avez mentionné que la situation s' aggrave, qu'elle s'accélère. Ce n'est pas un signe mineur dont il faudrait simplement s'inquiéter — les signaux d'alarme auraient dû être levés depuis longtemps. Mais tout cela peut-il être inversé, ou avons-nous franchi un point de non-retour ? En d'autres termes, pensez-vous qu'une guerre civile pourrait réellement se produire à ce stade ?

#David Betz

Oui, c'est ce que je pense. Je ne crois pas que cela puisse être inversé — si par « inversé » tu veux dire complètement évité. Cette possibilité est passée. Si tu pouvais inventer une machine à remonter le temps et revenir à l'an 2000 — dans le contexte britannique, peut-être 2011 ou 2012, avant que la vague migratoire liée à Boris n'apporte dix millions de nouvelles personnes — cela aurait été judicieux. Il y a un chercheur très important, Paul Collier, qui a écrit un livre publié en 2012, raison pour laquelle j'ai mentionné cette année-là, intitulé « Exodus ». C'était une étude sur les effets de la migration de masse sur les pays d'origine et les pays d'accueil — un livre très mesuré, très réfléchi, dans lequel il concluait, tout simplement, que la migration de masse était une mauvaise idée.

Il a dit que c'était nuisible à la fois pour les sociétés d'envoi et pour les sociétés d'accueil. Selon lui, le préjudice causé aux sociétés d'accueil se manifestait principalement par son impact sur le capital social. Et là, il reprenait ce dont je parlais plus tôt — des notions comme la confiance et la légitimité. Ce sont des idées liées. Il parlait donc essentiellement de l'impact sur le capital social, en s'appuyant largement sur les travaux du célèbre sociologue américain Robert Putnam, une sorte de patriarche de la sociologie, qui a lui aussi écrit de manière très critique sur l'effet corrosif de la diversité sur le capital social.

Et le point de Collier était — encore une fois, je ne pense pas simplifier, ou du moins pas de manière injuste — que le capital économique est précédé par le capital social. Il souligne que si l'on veut une société prospère, la chose la plus importante n'est ni le pétrole, ni les diamants, ni l'or, ni aucune de ces ressources. Elles sont utiles, bien sûr, mais l'élément le plus essentiel, c'est un haut niveau de confiance. On peut trouver de nombreuses sociétés riches en or, en pétrole et en diamants qui ne sont pourtant pas prospères. Le facteur déterminant, c'est le haut niveau de confiance, ou capital social.

Ainsi, dans la mesure où la migration de masse, le multiculturalisme, les politiques officielles de diversité et le triomphe de la politique identitaire ont sur le capital social le même effet que l'acide chlorhydrique sur les substances organiques, on peut voir qu'il s'agit de quelque chose qui n'aurait pas dû se produire — mais qui s'est produit. Et les conséquences de cela sont désormais tout simplement intégrées. Ce qu'il est peut-être possible de faire, c'est d'atténuer certains des effets de ce qui risque de se produire. C'est ce que j'exhorte personnellement les gouvernements à faire — en particulier les services de sécurité, mais aussi un large éventail de ministères — à envisager ce qui est susceptible de se produire dans un contexte de conflit civil et à se préparer à en atténuer certains effets.

La chose la plus importante, cependant, en matière d'atténuation, est de réduire la durée. Plus cela dure, plus les dégâts seront importants. Donc, pour répondre brièvement à votre question, je ne pense pas que cela puisse être évité. Et la meilleure chose à faire, si cela ne peut pas l'être, est de rendre la période aussi courte que possible. Si je devais faire une analogie, je dirais que c'est comme une dent infectée qu'il faut extraire — on ne voudrait pas qu'on la retire lentement pendant douze heures. On préférerait une extraction rapide et nette. Et c'est, je crois, la situation dans laquelle

nous nous trouvons aujourd'hui. Les sorties politiques ont déjà été manquées. Les conséquences sont déjà là, en substance. La situation va s'accélérer. Les gens doivent se préparer, car le voyage s' annonce mouvementé.

#Glenn

Oui, c'est intéressant. Tu as mentionné Robert Putnam, parce qu'il a écrit "Bowling Alone", qui devrait être enseigné dans tous les cours de sociologie. Je pense qu'il est allé contre ses instincts, car apparemment il est plutôt libéral, mais il a aussi reconnu que les groupes ou les sociétés plus homogènes ont tendance à avoir davantage de confiance. Et, tu sais, on peut même faire des études de cas. Par exemple, si l'on regarde les désertions pendant les guerres — si une unité militaire est composée de personnes venant du même village et ayant à peu près le même âge — il y aura moins de désertions simplement parce qu'elles ont créé un lien plus fort. Et cela touche un peu à la nature humaine.

Autrement dit, nous reproduisons le groupe, ce qui signifie que nous sommes plus susceptibles de former ces liens de confiance. Et encore une fois, je pense que c'est aussi une conclusion de « Bowling Alone ». C'est un contre-argument à l'idée de la « force dans la diversité ». Plus une société est diverse, moins elle tend à avoir de capital social — moins de générosité, moins de confiance. Il a également souligné qu'il y a moins de démocratie : les gens sont moins enclins à voter, à connaître leur voisin, à faire confiance à leur voisin. C'est donc tout à fait fascinant. Mais, comme nous avons commencé à le dire, c'est souvent un argument très difficile à formuler, car j'ai l'impression que nous avons formé dans nos sociétés des idéologies où il existe certaines vérités qu'il ne faut pas remettre en question, et beaucoup de politiques libérales, comme la migration, ne devraient pas être contestées.

#David Betz

C'est un dogme, et il est vide — complètement vide — et les preuves à ce sujet sont absolument concluantes. Comme vous l'avez mentionné, Putnam lui-même en est l'exemple parfait. Ce n'est pas « Bowling Alone » qu'il a ressenti le besoin de renier ; c'est une recherche ultérieure qu'il a menée, publiée sous forme d'un long article dans une revue scandinave, si je me souviens bien, portant précisément sur l'impact de la diversité. Il a ensuite ressenti le besoin de se distancier publiquement de ses propres travaux.

Mais je pense que la manière dont il a fait cela était très intéressante, car il a essentiellement dit : « En fin de compte, les choses que j'ai découvertes sont très inquiétantes. Mais avec le temps, ce sont des effets à court terme qui deviendront de moins en moins problématiques. » Donc, vous savez, peut-être qu'à court terme, on observe une perte de capital social, mais qu'il reviendra avec le temps. Le problème, c'est qu'entre le moment où il a affirmé cela — il y a vingt ans — et aujourd'

hui, nous avons en réalité constaté l'inverse. Les migrants de deuxième et troisième génération expriment des taux plus élevés d'aliénation et même d'hostilité ouverte envers leurs prétendues nouvelles patries que la première génération.

Donc, cela va à l'encontre de ses espoirs exprimés. Quoi qu'il en soit, les recherches sont très, très claires à ce sujet. Mais le dire, comme vous le soulignez, est controversé, de la même manière que lorsqu'on s'oppose à un quelconque — euh — dogme, qu'il soit religieux ou d'un autre ordre. Bien que, dans ce cas, cela ait une sorte de qualité quasi religieuse, en ce sens que les réactions des gens lorsqu'on le remet en question ont quelque chose du caractère de ceux qui réagissent à un sacrilège.

#Glenn

Oui. Non, cela ne suscite pas de contre-arguments rationnels. Oui. Eh bien, l'étude sur la Scandinavie — puisque je vis en Scandinavie — avançait que ces pays sont connus pour leurs États-providence développés, mais que cela dépendait en grande partie du fait qu'il s'agissait de sociétés très homogènes. Autrement dit, à mesure que la société devient plus diverse, tout le monde finit plus ou moins par vivre comme dans un aéroport. Nous vivons tous au même endroit avec des gens au hasard, avec de moins en moins de points communs, et les gens deviennent alors moins enclins à céder une plus grande part de leur argent durement gagné à ceux qui ne sont pas perçus comme faisant partie de leur groupe, si l'on peut dire. Quoi qu'il en soit, merci beaucoup. C'est un sujet un peu déprimant, mais très important à aborder. Donc, si les gens ne sont pas d'accord, il faut au moins que cela soit contredit par des arguments rationnels, et non par ce dogme — comme vous l' avez dit, un dogme préétabli. Merci beaucoup.

#David Betz

Merci, Glenn Diesen. Ravi de vous rencontrer.